

30 novembre 1956.

JE ne vois rien de comparable dans notre Histoire proche ou lointaine à ce qui se passe en ce moment. Jamais les conséquences d'une politique n'ont accablé ses auteurs dans un délai aussi court. Jamais retour de flammes ne parut à ce degré l'œuvre d'une Némésis impatiente. L'ultimatum de la Russie, l'inimitié glacée des Etats-Unis, leur politique implacable qui se moque de nos susceptibilités, qui ne tient compte ni de notre intérêt ni de notre honneur, les condamnations de l'O.N.U. et ses mises en demeure humiliantes, tant de mécomptes dont le moindre eût suffi naguère à chasser des affaires ceux qui en furent les inspirateurs et les auteurs, n'ont pas fait vaciller M. Guy Mollet.

Et c'est trop peu dire : ce socialiste demeure l'idole de la droite. La politique qu'elle lui avait inspirée, elle ne la renie pas. Elle continue de se mirer, avec une obscure nostalgie, dans cette flaque de pétrole. A son idée, nous avons fait ce que nous devons faire. Les modérés aiment tellement la force, et la montrer, et s'en servir, qu'ils ne regrettent jamais d'y avoir eu recours, fût-ce au risque d'une conflagration, fût-ce au prix de nos alliances, sinon de notre honneur.

Le président du Conseil demeure donc leur homme. Il est plus étrange encore que le pays manifeste si peu d'irritation. C'est qu'il se sent solidaire. Convenons-en : l'opinion avait bien accueilli la campagne d'Egypte. Non pour des raisons basses : ce sursaut qu'appelaient tant d'humiliations subies, elle ne le renie pas aujourd'hui. C'est se montrer beau joueur.

Mais quelle conjoncture singulière ! Voici sans doute la première fois dans l'histoire de la République qu'il ne se trouve pas d'opposition pour tirer bénéfice d'une défaite. Comme le Sénat de Rome remerciait le consul malheureux de n'avoir pas désespéré de la patrie, celui de France, hier encore, tressait des couronnes à M. Christian Pineau.

Toucher le fond comporte des avantages. Le fond, c'est le roc dont il est temps que nos hommes politiques tâtent enfin les aspérités. Le trait commun à la plupart d'entre eux, depuis dix ans, c'est que les données réelles du problème français leur échappent et que les solutions s'imposent sous la pression des faits qu'ils n'ont pas prévus, en dehors d'eux, malgré eux et contre eux.

Une erreur coiffe toutes leurs erreurs particulières. On dirait que depuis dix ans, la plupart se sont donné le mot

pour défigurer la France. Nous ne cesserons de dénoncer le visage de Gorgone imposé à la nation des Droits de l'Homme par des radicaux, par des démocrates-chrétiens, par des socialistes. C'est cela leur faute capitale, non d'avoir subi tel ou tel échec.

Je ne fais pas ici de sentiment. Il ne s'agit pas de sentiment mais de politique. Ce que la foi chrétienne m'inspire à ce sujet ne concerne que moi. Mais la politique concerne le bien commun. Un homme d'Etat français, dans l'ère atomique, n'aurait pas dû perdre de vue un seul instant que la France, face à deux puissances démesurées, ne détenait qu'une arme, mais d'une portée démesurée elle aussi : France aimée des petits peuples asservis et dont l'hymne jaillit de leurs entrailles, aujourd'hui encore, lorsqu'ils choisissent de mourir plutôt que de demeurer esclaves, qu'ont-ils fait de toi ! Cette accusée devant le tribunal des peuples, et qui dérobe ses mains...

Nos hommes politiques ont eu besoin d'aller à Suez pour découvrir que la Russie s'intéresse au Moyen-Orient et que les Etats-Unis ne sauraient y tolérer sa présence. Il faut beaucoup travailler et passer beaucoup d'examens pour être médecin ou instituteur, mais la politique est une carrière ouverte au premier venu : il fait ses écoles peu à peu en dirigeant les affaires de la France.

EN 1914, à la veille de la guerre, Barrès revenait d'un voyage dans le Proche-Orient. Partout, il y avait admiré nos instituts et nos écoles, prospères encore, mais les maîtres allaient manquer puisque les noviciats étaient interdits en France. Barrès alla donc trouver Jaurès : « Monsieur Jaurès, lui dis-je, je viens d'aller par terre de Beyrouth à Constantinople, après un arrêt à Alexandrie. Précédemment, j'avais visité la Grèce et l'Egypte. Savez-vous à quel point, dans tous ces pays, c'est notre esprit qui domine ? » Mais faute de recrutement, ces écoles étaient menacées de ruine. Il fallait que Jaurès aidât Barrès à rouvrir les noviciats de France, sinon l'Allemagne, dont la situation économique dans le Levant l'emportait déjà sur la nôtre, se substituerait à nous.

La réponse de Jaurès fut étonnante : « Monsieur Barrès, il est fatal et légitime que la prépondérance intellectuelle appartienne à celui qui possède la prépondérance économique. Je ne m'associerai pas à votre campagne. »

Quarante-deux ans ont passé depuis cette conversation. M. Guy Mollet, qui va quelquefois au Panthéon consulter les mânes du tribun, a peut-être reçu de lui une leçon d'indifférence pour tout ce qui touche à notre primauté

spirituelle aux pays du Levant. Peut-être a-t-il lu sans frémir ce que nous rapporte un correspondant de l'Associated Press en Egypte : « Toutes nos firmes sont sous séquestre, toutes les actions des compagnies passent aux Egyptiens. Plus de films ni de livres franco-britanniques. » Mais voici le pire : « Cent cinquante écoles et instituts vont être « égyptianisés ». Sur ce nombre, combien se trouve-t-il d'écoles françaises ? Les instituts religieux ont-ils eu le même sort que les établissements de la mission laïque ? En tout cas : « Nous enseignerons aux étudiants, écrit l'hebdomadaire *Al Tahir*, que des enfants innocents comme eux ont été tués dans la bataille et que nous devons les venger. »

Peut-être M. Guy Mollet estime-t-il lui aussi que la primauté économique entraîne la primauté spirituelle et que, même sans le coup de Suez, nous eussions fini par nous effacer devant l'Amérique. Ou peut-être y prête-t-il peu d'attention parce qu'il y trouve peu d'intérêt ? Cette ruine immense a-t-elle d'ailleurs arraché un seul cri à notre grande presse ?

Mais il n'en va pas d'un désastre de cet ordre comme de ceux qui concernent les biens matériels. Ce qui a été semé en Egypte et dans tout le Proche-Orient par des générations de maîtres français, il n'appartient à personne d'en détruire le germe. La France ne sera pas là-bas remplacée par l'Amérique, pas plus qu'elle ne l'a été à Saigon, sur le plan de l'esprit. Mais ce n'est pas assez dire : tout y refluerait pour elle, d'un seul coup, si la politique ici changeait de visage.

Elle n'en changera pas : notre malheur, c'est cette pérennité, à Paris, d'une équipe du malheur. Le constater, ce n'est pas céder à la passion politique. La chute de M. Guy Mollet ne sauvera rien, puisqu'il s'effacera devant un autre lui-même : quelqu'un de l'équipe.

Les noms changent, sans que s'interrompe l'enchaînement des « coups », comme on dit : le coup du 20 août 53, le coup du 6 février 56, le coup de l'avion de Ben Bella, le coup de Suez, pour nommer ceux qui viennent d'abord à l'esprit. Sont-ils l'expression d'une politique ? Pas même. Une mauvaise politique se redresse ; au pire elle mène quelque part. Nos malheurs ne naissent pas d'une politique définie, mais du heurt de velléités contradictoires que l'événement départage.

Sans remonter plus haut, le 6 février 1956, M. Guy Mollet était dans les meilleures intentions du monde. Il allait même trop loin, m'assure-t-on, et il fallait le calmer. Il

espérait réussir, par ce brusque voyage à Alger, ce qu'eût tenté Pierre Mendès-France. Le choix du général Catroux montrait assez vers quelles solutions penchait le président du Conseil.

Mais cet homme léger n'avait pas préparé un voyage dont il n'avait pas mesuré le redoutable risque. Il allait tout jouer en une heure et tout perdre. En cédant du premier coup à l'émeute, il persuadait les rebelles qu'ils n'avaient pas à compter sur sa parole. Ainsi fut-il en un instant précipité d'une certaine politique, la sienne, dans une autre : celle de M. Lacoste, qui dure encore et qui ne comporte pas de fin.

De même à l'égard du Maroc et de la Tunisie. Le choix d'Alain Savary nous avait rassurés. M. Guy Mollet lui faisait confiance. Durant des mois, le jeune ministre s'est épuisé à maintenir des liens que la guerre d'Algérie risquait chaque jour de rompre. Il y parvint : depuis longtemps l'atmosphère au Maroc n'avait été aussi détendue. Survint l'arrestation des chefs rebelles.

Ce coup mortel porté à la politique du président du Conseil était, assure-t-on aujourd'hui, le fait de services irresponsables. Des comparses avaient pris sur eux de manquer, sans l'en avertir, à la parole de la France. Il y a pourtant souscrit, il a consenti à voir s'écrouler ce qu'Alain Savary, avec son approbation, avait si patiemment édifié. Les ignobles massacres de Meknès nous payèrent dans l'immédiat. Mais, en outre, un lien fut brisé, un dernier lien qui n'était pas celui de l'intérêt : cette confiance qui chez nos partenaires avait survécu à tort. Elle était morte désormais, au point que, la nuit où se déclencha l'opération de Suez, aucun ministre tunisien n'osa coucher dans son lit.

Quel recours nous reste-t-il ? Un des derniers hommes d'Etat de sa génération qui n'appartiennent pas à l'équipe fatale, Pierre Mendès-France, suscite pour cela même la haine la plus furieuse qu'ait inspirée un parlementaire français depuis Clemenceau. Quand presque tous sont coupables, c'est l'innocent qui devient le hors-la-loi.

J'ai beaucoup de peine à le faire entendre aux journalistes étrangers qui m'interrogent et que cet ostracisme scandalise. Il faut toujours revenir au mot de Teitgen : « Tout plutôt que Mendès-France ! » Le voyage au bout de ce « tout », voilà notre histoire.

De Gaulle ! De Gaulle ! Mais comment réintroduire ce grand homme intraitable dans le système qu'il a dénoncé et qu'il s'est efforcé de détruire ? Le pays d'ailleurs le désire-t-il ? « Le monde aime sa boue et ne veut pas qu'on

l'agite », dit le vieux Tikhone au Stavroguine de Dostoïevsky. Eh bien ! non, la jeunesse de France n'aime pas cette boue, et elle s'en arrachera si nous ne l'en arrachons. Mais l'homme qui s'enlise cherche un point d'appui. Le vrai est qu'au moment où j'écris, et c'est le tragique des jours que nous vivons, aucun point d'appui ne s'offre, tous ont été brisés et nos mains se ferment sur du vide.